

COUR SUPÉRIEURE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-000893-178

SIMON ST-ONGE

Demandeur

c.

APPLE INC.

-et-

APPLE CANADA INC.

Défenderesses

**DEMANDE D'INSCRIPTION POUR INSTRUCTION
ET JUGEMENT PAR DÉCLARATION COMMUNE**
Cour supérieure du Québec - division de Montréal – matière civile
(Articles 173 et 174 C.p.c.)

Cette demande d'inscription et la déclaration commune qui y est jointe sont complétées à l'initiative :

- ☒ de l'ensemble des parties au dossier;
- ☐ de la seule partie demanderesse ;
- ☐ d'une autre partie (article 174 dernier alinéa C.p.c.)

I – LES PARTIES ET LEURS AVOCATS	
Partie demanderesse	Avocats responsables
Nom : Simon St-Onge Adresse : 7369, rue St-Boyer Montréal (Québec) H2R 2R6 Téléphone : <input type="text"/> Télécopieur : <input type="text"/> Courriel : <input type="text"/>	Nom : Me Benoît Gamache Cabinet : Cabinet BG Avocats inc. Adresse : 4725, Métropolitaine Est, bur. 207 Montréal (Québec) H1R 0C1 Téléphone : (514) 908-7446 Télécopieur : (514) 329-0120 Courriel : bgamache@cabinetbg.ca

	<p>Nom : Me Eric DeLouya</p> <p>Cabinet : De Louya Markakis</p> <p>Adresse : 428, Saint-Pierre, bur. 101</p> <p>Montréal (Québec) H2Y 2M5</p> <p>Téléphone : (514) 286-9889</p> <p>Télécopieur : (514) 286-9339</p> <p>Courriel : ed@delouyamarkakis.com</p>
	<p>Nom : Me David Bourgoin</p> <p>Cabinet : BGA inc.</p> <p>Adresse : 67, Saint-Ursule</p> <p>Québec (Québec) G1R 4E7</p> <p>Téléphone : (418) 692-5137</p> <p>Télécopieur : (418) 692-5695</p> <p>Courriel : dbourgoin@bga-law.com</p>

Partie défenderesses	Avocats responsables
<p>Nom : Apple inc.</p> <p>Adresse : 1, Infinite Loop Cupertino, California, 95014, USA</p> <p>Téléphone : [REDACTED]</p> <p>Télécopieur : [REDACTED]</p> <p>Courriel : [REDACTED]</p>	<p>Noms : Me Sarah Woods Me Marie Rondeau</p> <p>Cabinet : McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.</p> <p>Adresse : 2500 – 1000, rue De La Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H3B 0A2</p> <p>Téléphone : 514 397-4273</p> <p>Télécopieur : 514 875-6246</p> <p>Courriels: swoods@mccarthy.ca mrondeau@mccarthy.ca</p>
<p>Nom : Apple Canada inc.</p> <p>Adresse : 120, Bremner Boulevard, suite 1600 Toronto (Ontario) M5J 0A8</p> <p>Téléphone : [REDACTED]</p> <p>Télécopieur : [REDACTED]</p> <p>Courriel : [REDACTED]</p>	<p>Noms : Me Sarah Woods Me Marie Rondeau</p> <p>Cabinet : McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.</p> <p>Adresse : 2500 – 1000, rue De La Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H3B 0A2</p> <p>Téléphone : 514 397-4273</p> <p>Télécopieur : 514 875-6246</p> <p>Courriels: swoods@mccarthy.ca mrondeau@mccarthy.ca</p>

II – LE LITIGE

Nature du litige : Action collective

Montant : N/A

Demande reconventionnelle : ☐ oui ☒ non

Nature : ☐

Montant de la demande reconventionnelle : ☐

Demande(s) en garantie : ☐ oui ☒ non

Mis en cause : ☐ oui ☐ non

Questions en litige en demande :

1- Est-ce que les iPhones visés ont ralenti de façon significative, ont commencé à s'éteindre abruptement ou à geler à la suite de mise à jour de iOS?

2- Est-ce que les membres ont subi un préjudice quand leurs téléphones ont été mis à jour aux dernières versions d'iOS?

3- Est-ce que Apple savait ou aurait dû savoir que la fonctionnalité et/ou la performance des iPhone visés seraient affectées négativement par la mise à jour?

4- Est-ce que Apple aurait dû prévenir les propriétaires d'iPhone visés des problèmes potentiels dans leurs publicités, sur leur site web ou ailleurs?

5- Est-ce que Apple a volontairement empêché les iPhone visés de revenir à une version antérieure de leur logiciel d'exploitation?

6- Est-ce que Apple a utilisé des pratiques trompeuses et injustes par les informations qui ont été fournies aux propriétaires d'iPhone visés concernant la mise à jour?

7- Est-ce que Apple s'est engagée dans des pratiques publicitaires injustes, fausses ou trompeuses concernant les mises à jour aux versions les plus récentes de iOS?

8- Est-ce qu'une injonction devrait être ordonnée pour forcer Apple à racheter les iPhone des membres ou, autrement, à les remplacer sans frais par des iPhone 8 ou plus récents?

9- Est-ce que Apple est responsable pour tous les dommages causés aux membres par ses agissements et, si oui, pour quel montant?

10- Est-ce que Apple est responsable pour des dommages punitifs envers les membres et, si oui, pour quel montant?

Questions en litige en défense :

1- ☐

2- ☐

3- ☐

4- ☐

Questions en litige le cas échéant des autres parties (défendeur en garantie, mis en cause)

- 1- []
- 2- []
- 3- []
- 4- []

Liste des faits admis par les parties :

- 1- []
- 2- []
- 3- []

Liste des points à trancher par expertise :

- 1- La quantification des dommages
- 2- Génie technique / logiciel
- 3- []

III – LES PIÈCES ET ÉLÉMENTS DE PREUVE

La partie demanderesse (cocher seulement les cases visant les documents qui seront produits)

- ☐ **confirme** qu'elle produit – avec cette déclaration commune – un inventaire complet et à jour des pièces communiquées par elle (248 al. 1 C.p.c.) ;
- ☐ **confirme** qu'elle a produit au dossier les déclarations écrites (selon 292 C.p.c.) des personnes suivantes :
 - déclarant : [] - date de l'écrit : []
 - déclarant : [] - date de l'écrit : []
- ☐ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes (selon 223 et 227 C.p.c.) :
 - témoin : Jon Andrews - date de l'interro : 6 mai 2021
 - témoin : Mark Rollins - date de l'interro : 6 mai 2021
- ☐ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction les rapports d'expertise (selon 239 al. 2 et 293 C.p.c.) des personnes suivantes :
 - nom : Anne-Marie Bélanger - date : 7 décembre 2022
 - domaine d'expertise : Quantification des dommages - cote au plumeitif : []

La partie défenderesse (cocher seulement les cases visant les documents qui seront produits)

- ☒ **confirme** qu'elle produit – avec cette déclaration commune – un inventaire complet et à jour des pièces communiquées par elle (248 al. 1 C.p.c.) ;
- ☐ **confirme** qu'elle a produit au dossier les déclarations écrites (selon 292 C.p.c.) des personnes suivantes :
- déclarant : - date de l'écrit :
- déclarant : - date de l'écrit :
- ☐ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes (selon 223 et 227 C.p.c.) :
- témoin : - date de l'interro :
- témoin : - date de l'interro :
- ☒ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction les rapports d'expertise (selon 239 al. 2 et 293 C.p.c.) des personnes suivantes :
- nom : Christopher D. Rahn - date : 17 avril 2023
- domaine d'expertise : Génie technique - cote au plumitif :
- nom : Paul D. Martin - date : 17 avril 2023
- domaine d'expertise : Logiciel - cote au plumitif :
- nom : Marie-Chantal Dréau & Ryan Barnhart - date : 1^{er} mai 2023
- domaine d'expertise : Quantification des dommages - cote au plumitif :

La partie (cocher seulement les cases visant les documents qui seront produits)

- ☐ **confirme** qu'elle produit – avec cette déclaration commune – un inventaire complet et à jour des pièces communiquées par elle (248 al. 1 C.p.c.) ;
- ☐ **confirme** qu'elle a produit au dossier les déclarations écrites (selon 292 C.p.c.) des personnes suivantes :
- déclarant : - date de l'écrit :
- déclarant : - date de l'écrit :
- ☐ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction la transcription des interrogatoires (oraux ou écrits) des personnes suivantes (selon 223 et 227 C.p.c.) :
- témoin : - date de l'interro :
- témoin : - date de l'interro :
- ☐ **confirme** qu'elle a produit et entend invoquer à l'instruction les rapports d'expertise (selon 239 al. 2 et 293 C.p.c.) des personnes suivantes :
- nom : - date :
- domaine d'expertise : - cote au plumitif :
- nom : - date :
- domaine d'expertise : - cote au plumitif :

III - A – ADMISSION DES PIÈCES ¹						
Cote ²	Description	Admission de l'origine	Admission de l'intégrité	Admission à titre de témoignage ³	Admission du contenu	Aucune admission
P-1	Document « Réponses du demandeur daté du 5 novembre 2018 » <u>OBJECTION :</u> Il s'agit d'un interrogatoire écrit du demandeur, dont le choix de la production appartient aux défenderesses.					
P-2	Relevé de compte Virgin daté du 23 février 2015					
P-3	Copie du registre des entreprises du Québec (REQ)					
P-4	Copie du document «Statistiques Cifrio 2015 »					
P-5	Copie du document « Le téléphone intelligent au Québec : 10 ans de croissance, Netentence Cefrio Edition 2018, Édition 2018 Volume 9 – Numéro 7					
P-6	Copie du document « Statistiques Cifrio 2016 »					
P-7	Feuillet d'information publié par les défenderesses : « More answers to your questions about Apple and the Environment » datée du 11 juin 2019					
P-8	Étude « Determining the Average Apple Device Lifespan » datée du 1 ^{er} mars 2018					
P-9	En liasse : Garanties du manufacturier de 2013 à juin 2019					
P-10	En Liasse : Plans AppleCare 2015 et AppleCare 2019					
P-11	Liste des mises à jour du système d'exploitation ios					

P-12	Description de la mise à jour iOS 10.2.1 datée du 4 décembre 2018					
P-13	Description de la mise à jour iOS 10.2.1 datée du 27 novembre 2018					
P-14	Copie du document « Capture écran du iPhone 5s de Simon St-Onge novembre 2018					
P-15	Relevé de compte mensuel Virgin daté du 3 avril 2019					
P-17	Article de John Poole daté du 18 décembre 2017					
P-19	Communiqué de presse des défenderesses daté du 28 décembre 2017					
P-20	Article du 27 novembre 2018 de la revue Protégez-vous					
P-21	Copie de la lettre datée du 13 janvier 2018 du Congrès américain adressée à Apple					
P-22	Réponses d'Apple datées du 12 janvier 2018					
P-24	<u>Expertise en quantification de dommage de BDO daté du 7 décembre 2022</u>					
P-25	<u>En liasse, une lettre de Me Brabander datée du 21 octobre 2020 et réponse de Me Gamache datée du 23 octobre 2020</u>					
P-26	<u>En liasse, une lettre de Me Gamache datée du 4 août 2020, une lettre de Me Gamache datée du 18 mars 2021 et une réponse de Me Brabander datée du 24 août 2021.</u>					
P-27	<u>Réponses aux demandes d'engagements de Me Brabander datées du 30 novembre 2021.</u>					

	<p><u>OBJECTION :</u> les défenderesses s'objectent à la production de cette pièce. Il s'agit de réponses à des engagements souscrits lors de l'interrogatoire du demandeur et dont le choix de produire appartient aux défenderesses.</p>					
P-28	<p>Réponse à la demande d'engagement U-5 lors de l'interrogatoire de Jon Edwards du 6 mai 2021 : CV de Jonathan (« Jon ») Andrews</p>					
P-29	<p>Réponse à la demande d'engagement U-6 lors de l'interrogatoire de Jon Edwards du 6 mai 2021 : Charte Organisationnelle</p>					
P-30	<p>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Ontario : Dossier <i>Gaudio</i>)</p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-31	<p>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Ontario : Dossier <i>Collins</i>)</p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence.</p>					

	<p>Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-32	<p><u>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Ontario : Dossier <i>Saleh</i>).</u></p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-33	<p><u>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Colombie-Britannique : Dossier <i>Strohmaier</i>).</u></p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					

P-34	<p><u>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Colombie-Britannique : Dossier Crema-1).</u></p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence.</p> <p>Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-35	<p><u>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Colombie-Britannique : Dossier Crema-2).</u></p> <p><u>OBJECTION :</u> les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de ouï-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-36	<p><u>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Saskechewan : Dossier Blythman).</u></p>					

	<p><u>OBJECTION</u> : les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de oui-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-37	<p>Réponse à la demande d'engagement U- 30 lors de l'interrogatoire de Jon Andrews du 6 mai 2021 : Copie de procédures similaires au Canada (Alberta : Dossier <i>Hibanaura</i>)</p> <p><u>OBJECTION</u> : les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de oui-dire et d'absence de pertinence. Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.</p>					
P-38	<p>Réponse à la demande d'engagement U-20 lors de l'interrogatoire de Mark Rollins du 6 mai 2021 : En liasse, les dossiers qu'Apple a pu localiser concernant les "Unexpected shutdowns » des clients québécois à l'automne 2017.</p>					
P-39	<p>En liasse, historique des faits similaires : Dossiers à l'international contre Apple reposant sur la même base factuelle.</p> <p><u>OBJECTION</u> : les défendeurs s'objectent à la production de cette pièce au motif de oui-dire et d'absence de pertinence.</p>					x

	Cette question a déjà tranchée le 6 octobre 2020, le tribunal ordonnant la radiation d'allégués et de pièces de la Demande d'action collective concernant des dossiers similaires étrangers.					
D-1	America's Cyber Defense Agency's web page entitled "Understanding Patches and Software Updates" dated February 23, 2023					
D-2	CrowdStrike's web page titled "Vulnerability Management Lifecycle" dated October 14, 2022					
D-3	Rapid7's web page titled "Vulnerability Management Process"					
D-4.1	Software License Agreement for iOS 10					
D-4.2	Software License Agreement for iOS 11					
D-4.3	Software License Agreement for iOS 11.2					
D-5.1	Screenshot of ReadMe notes for iOS 10.2.1					
D-5.2	Screenshot of ReadMe notes for iOS 11.2					
D-5.3	Screenshot of ReadMe notes for iOS 11.3					
D-6	Apple's web page titled "Apple security updates"					
D-7.1	Apple's web page titled "About iOS 10 Updates"					
D-7.1.1	Apple's web page titled "Download iOS 10.0 – iOS 10.3.3 Information", dated November 1, 2018					
D-7.2	Apple's web page titled "About iOS 11 Updates"					

D-7.3	Apple's web page titled "About iOS 12 Updates"					
D-7.4	Apple's web page titled "About iOS 13 Updates"					
D-8	TechCrunch's web page titled "Apple says iOS 10.2.1 has reduced unexpected iPhone 6s shutdown issues by 80%" dated February 23, 2017					
D-9	TechCrunch's web page titled "Apple addresses why people are saying their iPhones with older batteries are running 'slower'" dated December 20, 2017					
D-10	Archived copy of Apple's web page titled "iPhone Battery & Power Repair"					
D-11	Apple's web page titled "iPhone Battery and Performance"					
D-12	Apple's web page titled "Use Low Power Mode to save batter life on your iPhone or iPad"					
D-13	Apple's web page titled "iOS 11 is compatible with these devices"					
D-14	Ars Technica's web page titled "iOS 10 reviewed: There's no reason not to update"					
D-15	Ars Technica's web page titled "iOS 11 thoroughly reviewed"					
D-16	Ars Technica's web page titled "iOS 12 thoroughly reviewed"					
D-17	Ars Technica's web page titled "iOS 13: the Ars Technica review"					
D-18	Developer Android's web page titled "Respecter le niveau d'API cible requis par Google Play"					

D-19	Developer Apple's web page titled "HealthKit"					
D-20	Developer Apple's web page titled "Responding to low memory warnings"					
D-21	Medium's web page titled "Android API Level, backward and forward compatibility"					
D-22	Apple's web page titled "If your iPhone or iPad gets too hot or too cold"					
D-23	Apple's web page titled "Apps, settings, and features that you can use from Control Center"					
D-24	Apple's web page titled "Rechercher des réglages sur l'iPhone"					
D-25	CDC's web page titled "NPCR – Data Security"					
D-26	MacRumors' web page titled "A Closer Look at Apple's CPU Improvements for iPhone 7 and Apple Watch"					
D-27	Peachpit's web page titled "The Importance of Automatic Updates"					
D-28	Apple's web page titled "Présentation de l'iPhone"					
D-29	Apple's web page titled "Rapide coup d'œil sur l'iPhone"					
D-30	Apple's web page titled "If you see 'Your iPhone battery may need to be serviced'"					
D-31	Primate Labs' web page titled "Interpreting Geekbench 4 Scores"					

D-32	Wu M.J., Zhao, K. & Fils-Aime, F. (2022). Response rates of online surveys in published research: A meta-analysis, Computers in Human Behavior Reports, 7, doi.org/10.1016/j.chbr.2022.100206					
D-33	Groves, R.M. & Peytcheva E. (2008). The impact of response rates on nonresponse bias: A meta-analysis. Public Opinion Quarterly, pp. 1–23, doi:10.1093/poq/nfn011					
D-34	CBV Institute's web page titled "Practice Standards"					
D-35	CBV Institute, "Practice Bulletin NO. 2"					
D-36	Evidence Apple sold iPhone 6S and SE as of June 3, 2018					
D-37	Samsung's web page titled "Samsung phone or tablet unexpectedly powers off"					
D-38	Google's web page titled "That's a wrap on Google I/O 2023"					
D-39	Plaintiff's device information [UNDER SEAL]					
D-40	N71 UPO performance : AggD and Powerlog Analysis [UNDER SEAL]					
D-41	UPO Rates – Emet GM [UNDER SEAL]					
D-42	Plaintiff's GCRM [UNDER SEAL]					
D-43	Plaintiff's iCloud support app [UNDER SEAL]					

1. Les parties qui désirent formuler des admissions partielles ou qualifier leurs admissions, partielles ou non, doivent joindre la liste de telles admissions dans une annexe à la présente.
2. *Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière civile, Art. 18 : « Cote des pièces et pagination. La cote d'une pièce communiquée et produite comporte une lettre unique, propre à chaque partie, suivie d'un numéro dans un ordre consécutif, du début à la fin du dossier. Les pièces conservent la même cote pour l'ensemble des demandes, au fond et en cours d'instance. [...] »*

3. L'admission d'une pièce à titre de témoignage signifie uniquement qu'il n'est pas requis de faire comparaître un témoin pour l'introduire en preuve et que si l'auteur de la pièce comparaissait comme témoin, il ferait la même déclaration que celle contenue à la pièce. Cette admission est faite sous réserve des droits des parties quant à toute autre objection ou représentation qu'elles pourraient faire valoir à l'instruction.

IV – L'INSTRUCTION						
Liste des témoins (Veuillez estimer le plus justement possible la durée des témoignages, <u>incluant</u> les contre-interrogatoires)						
Nom des témoins en demande	Sujet du témoignage	Français ou Anglais	Ordinaire ou Expert	Durée interro.	Durée totale contre-interro.	Durée totale témoin
Anne-Marie Bélanger	Quantification des dommages	X F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O X E	0h45	0h45	1,5h
Julien Pagé	Quantification des dommages	X F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O X E	3h	1,5h	4,5h
John Poole	Observations du phénomène du ralentissement	<input type="checkbox"/> F X A	<input type="checkbox"/> O X E	1h	0h30	2h
Tim Cook <u>OBJECTION</u> : les défendeurs s'objectent au témoignage de ce témoin qui n'a pas de connaissance personnelle des faits.	Déroulement des faits et déclarations effectuées	<input type="checkbox"/> F X A	X O <input type="checkbox"/> E	2 h	0 h	2h
Durée totale de la preuve en demande (1 jour = 5 heures)				1 jr et 4 hres		
Nom des témoins en défense	Sujet du témoignage	Français ou Anglais	Ordinaire ou Expert	Durée interro.	Durée totale contre-interro.	Durée totale témoin
Jonathan Andrews	Génie technique	<input type="checkbox"/> F X A	X O <input type="checkbox"/> E	3,5 h	2 h	5,5 h
Alex Crumlin	Génie technique	<input type="checkbox"/> F X A	X O <input type="checkbox"/> E	3,5 h	2 h	5,5 h
Allan Coulson	Service à la clientèle et programme de remplacement de batteries	<input type="checkbox"/> F X A	X O <input type="checkbox"/> E	2,5 h	1,5 h	4 h
Christopher D. Rahn	Génie technique	<input type="checkbox"/> F X A	<input type="checkbox"/> O X E	3,5 h	1,5 h	4 h
Paul D. Martin	Logiciel	<input type="checkbox"/> F X A	<input type="checkbox"/> O X E	3,5 h	1,5 h	4 h
Marie-Chantal Dréau	Quantification des dommages	X F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O X E	3,5 h	2 h	5,5 h
Ryan Barnhart	Quantification des dommages	<input type="checkbox"/> F <input checked="" type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O X E	3,5 h	2 h	5,5 h
Durée totale de la preuve en défense (1 jour = 5 heures)				7 jrs et 3 hres		

Nom des témoins de	Sujet du témoignage	Français ou Anglais	Ordinaire ou Expert	Durée interro.	Durée totale contre-interro.	Durée totale témoin
		<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> E	h	h	h
		<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> E	h	h	h
		<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> E	h	h	h
		<input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> A	<input type="checkbox"/> O <input type="checkbox"/> E	h	h	h
Durée totale de la preuve de (1 jour = 5 heures)				jrs	hres	

Durée de l'instruction		
- Durée de la preuve en demande :	1 j	4 h
- Durée de la preuve en défense :	7 j	3 h
- Durée de l'argumentation en demande :	1 j	0 h
- Durée de l'argumentation en défense :	1 j	0 h
- Durée totale de l'instruction (1 jour = 5 heures)	11 jrs	2 hres

Services requis <input type="checkbox"/> Les services d'un interprète sont requis pour le témoignage de ; <input type="checkbox"/> Le moyen technologique suivant est requis en vue de l'instruction : Teams pour les témoins en défense situés à l'extérieur du Québec .
--

N.B. : « Si la déclaration ne peut être commune, le demandeur ou à défaut une autre partie produit la déclaration et la notifie aux autres parties. Celle-ci est réputée confirmée, à moins que les autres parties n'indiquent, dans les 15 jours qui suivent la notification de la déclaration, ce qui doit selon eux y être ajouté ou retranché. »
(174 in fine C.p.c.)

Signé, le **14 juillet 2023**



Partie demanderesse
ou
Me Benoît Gamache
Avocat(s) des demandeurs
Cabinet BG Avocats inc.
4725, Métropolitaine Est, bur. 207
Montréal (Québec) H1R 0C1
Téléphone : (514) 908-7446
Télécopieur : (514) 329-0120
Courriel :
bgamache@cabinetbg.ca

McCarthy Tétrault sncrl srl

Partie défenderesse
ou
Me Sarah Woods
Me Marie Rondeau
Avocats des défenderesses
McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
2500 – 1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 0A2
Téléphone : 514 397-4273
Télécopieur : 514 875-6246
Courriel : notification@mccarthy.ca

14 juillet 2023



Partie demanderesse

ou

Me Eric DeLouya

Avocat(s) des demandeurs

De Louya Markakis

428, Saint-Pierre, bur. 101

Montréal (Québec) H2Y 2M5

Téléphone : (514) 286-9889

Télécopieur : (514) 286-9339

Courriel :

ed@delouyamarkakis.com



Partie demanderesse

ou

Me David Bourgoin

Avocat(s) des demandeurs

BGA inc.

67, Saint-Ursule

Québec (Québec) G1R 4E7

Téléphone : (418) 692-5137

Télécopieur : (418) 692-5695

Courriel : dbourgoin@bga-law.com

No. 500-06-000893-178
COUR SUPÉRIEURE
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

SIMON ST-ONGE

Demandeur

c.

APPLE INC.

-et-

APPLE CANADA INC.

Défenderesses

**DEMANDE D'INSCRIPTION POUR
INSTRUCTION
ET JUGEMENT PAR DÉCLARATION
COMMUNE**

ORIGINAL

Me Sarah Woods/ Me Marie Rondeau

198276-504175

BC0847

McCarthy Tétrault LLP

Barristers & Solicitors • Patent & Trade-mark Agents

Bureau MZ400

1000 De La Gauchetière Street West

Montreal (Quebec) H3B 0A2

Tel. : 514 397-4100

Fax : 514 875-6246

Notification@mccarthy.ca

Confirmation de la transmission des documents



Succès

Vos documents ont bien été transmis.

Numéro de demande : 2023-PROC-00185410

Date et heure de transmission :
2023-07-14 16:42:47

Numéro de dossier judiciaire : 500-06-000893-178

Titre : Déclaration commune 14
juillet 2023 signée - Avec endos

Aucun courriel de confirmation ne sera transmis. Il est recommandé d'imprimer cette page en vue de conserver ces informations pour vos dossiers.

Si des frais judiciaires sont prescrits pour le dépôt d'un acte de procédure ou d'un document, celui-ci ne sera légalement reçu que lorsque les frais judiciaires auront été acquittés en totalité. Le cas échéant, le greffe vous transmettra un avis de paiement par courriel.

Les documents sont traités durant les jours et les heures d'ouverture des greffes de la Cour supérieure et de la Cour du Québec dans un délai de 24h à 48h ouvrables suivant leur transmission en tenant compte des jours fériés, les demandes urgentes étant prioritaires dans un délai de moins de 24h.

Pour le dépôt d'un acte de procédure ou d'un document en matière civile ou jeunesse, votre paiement devra être acquitté au plus tard 2 jours après la notification de l'avis de paiement pour que votre document soit considéré comme reçu à la date de son dépôt au greffe.

[RETOURNER À L'ACCUEIL](#)

[FAIRE UN NOUVEAU DÉPÔT](#)

[Nous joindre](#)



© Gouvernement du Québec, 2023 - 2.0.79.800